

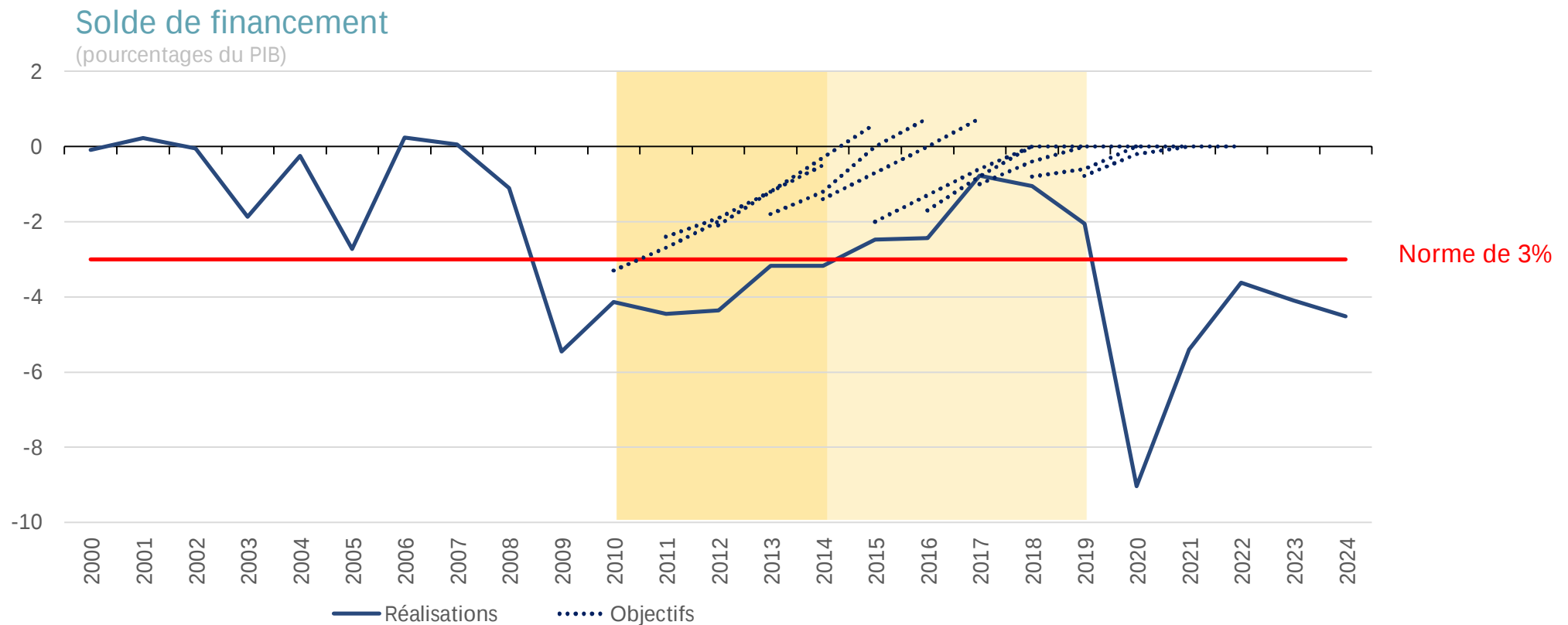


La soutenabilité vacillante des finances publiques belges D'une crise à l'autre : faits et évolutions depuis 2010

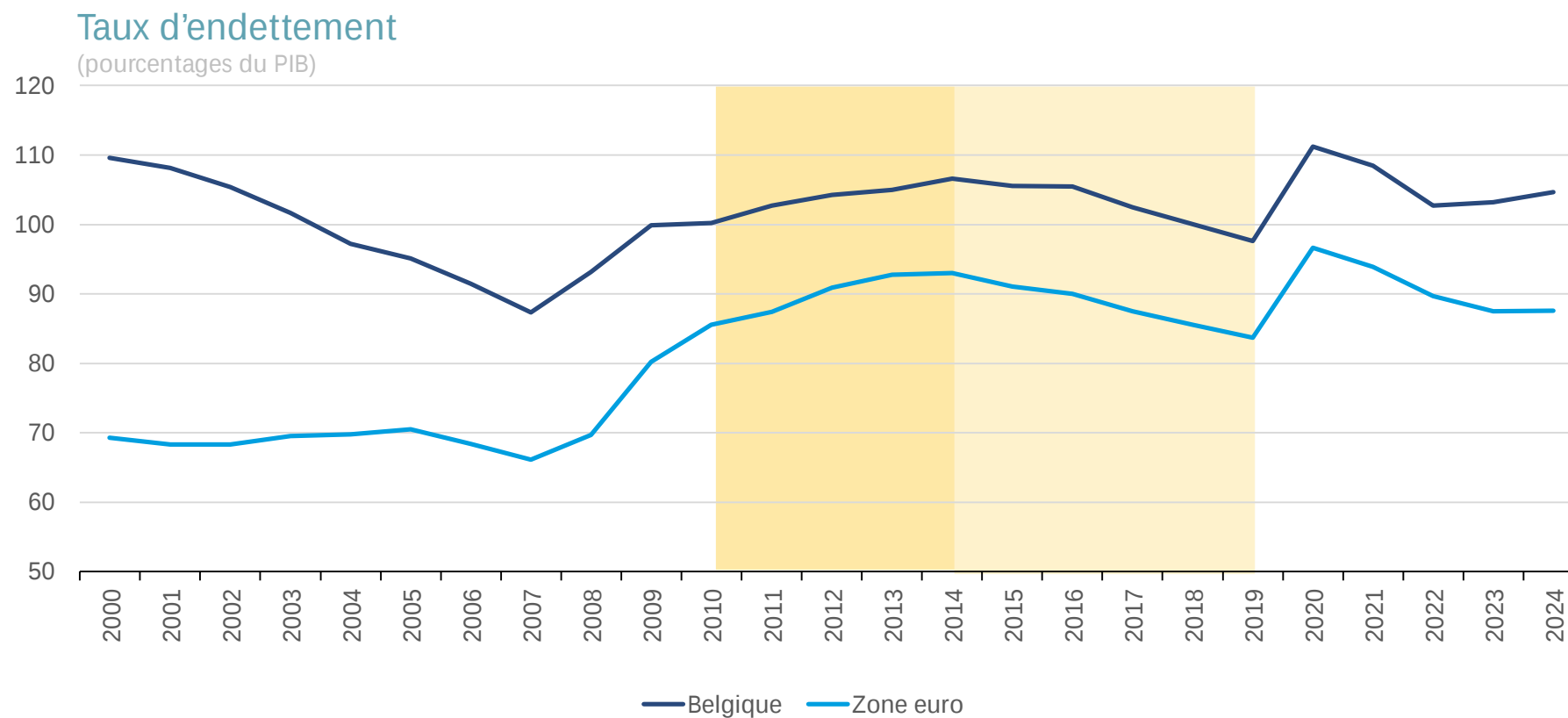
Stefan Van Parys¹

Institut Belge des Finances Publiques – 26 juin 2025

Le déficit budgétaire a été réduit entre les deux crises, mais l'équilibre ou l'excédent visé n'a jamais été atteint

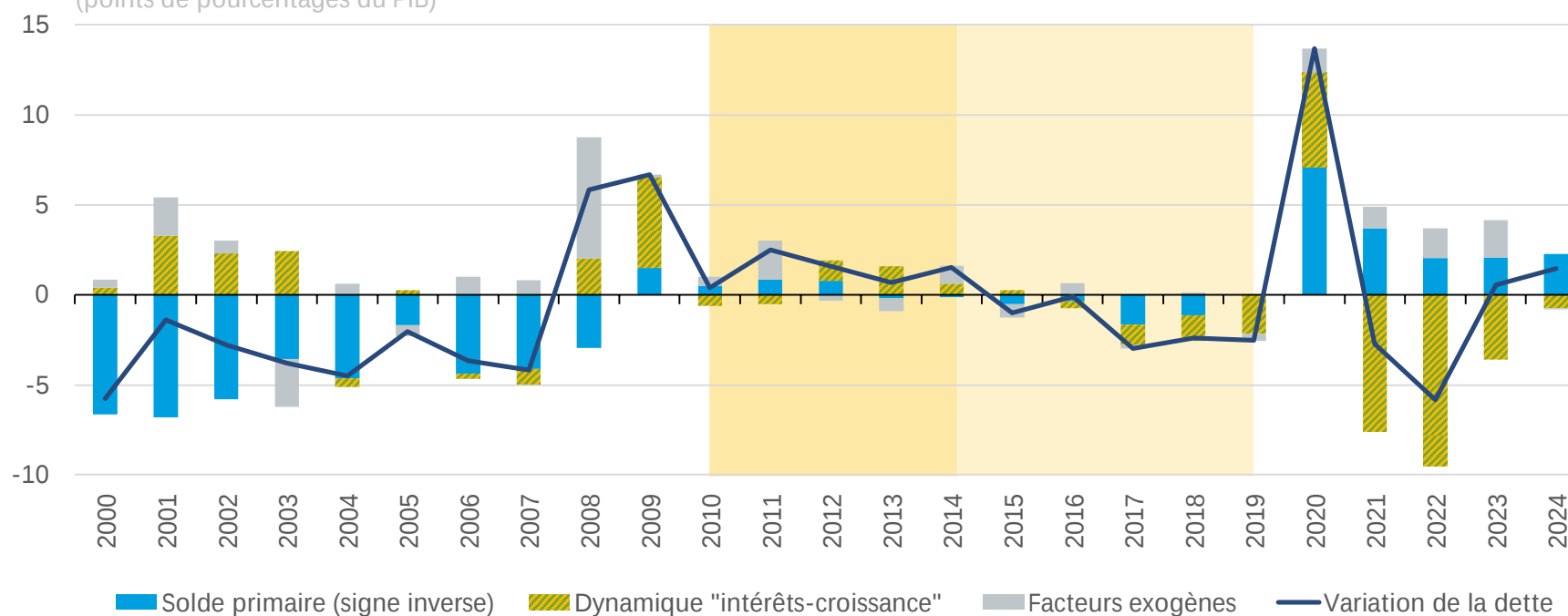


Les gouvernements n'ont pas réussi à ramener les niveaux d'endettement aux niveaux d'avant les crises

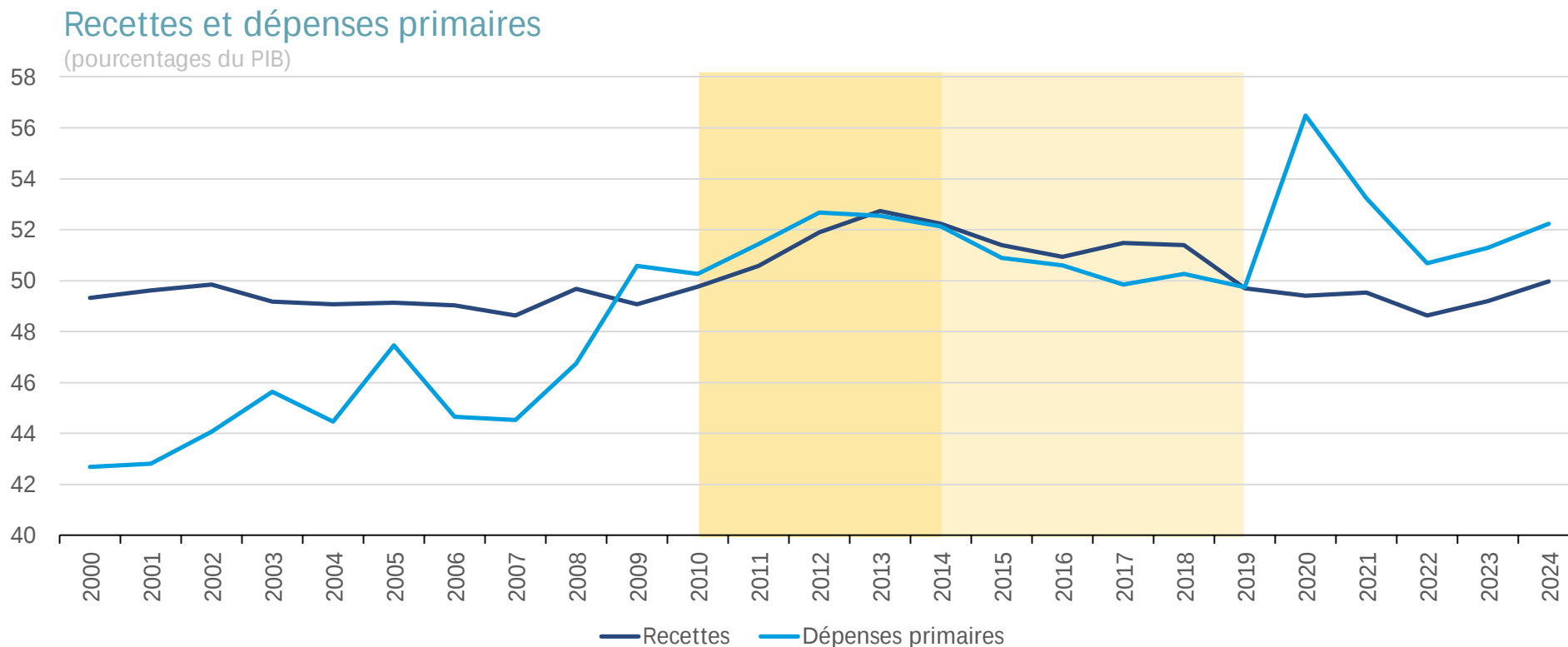


La baisse structurelle du ratio d'endettement nécessite un excédent primaire; la dynamique “intérêt-croissance” favorable est transitoire

Décomposition de la variation de la dette
(points de pourcentages du PIB)

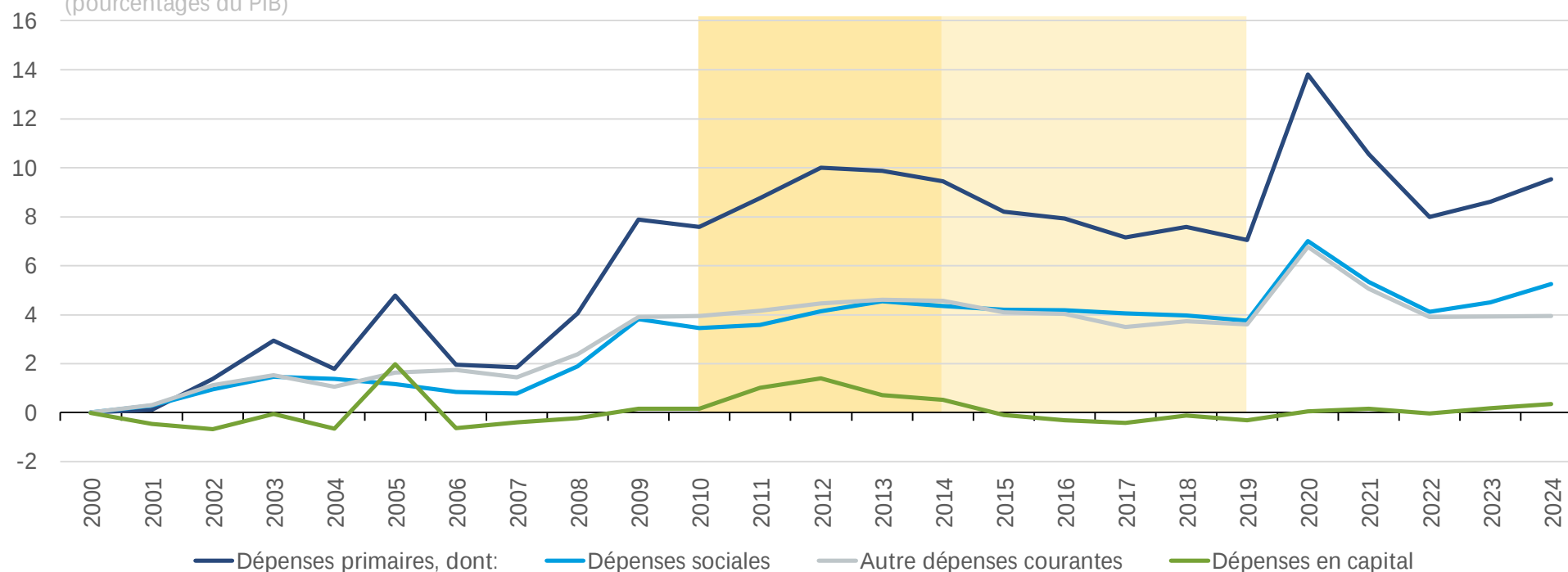


L'excédent primaire a disparu en raison de l'augmentation des dépenses Il n'a plus été atteint par la suite en raison de la baisse des recettes



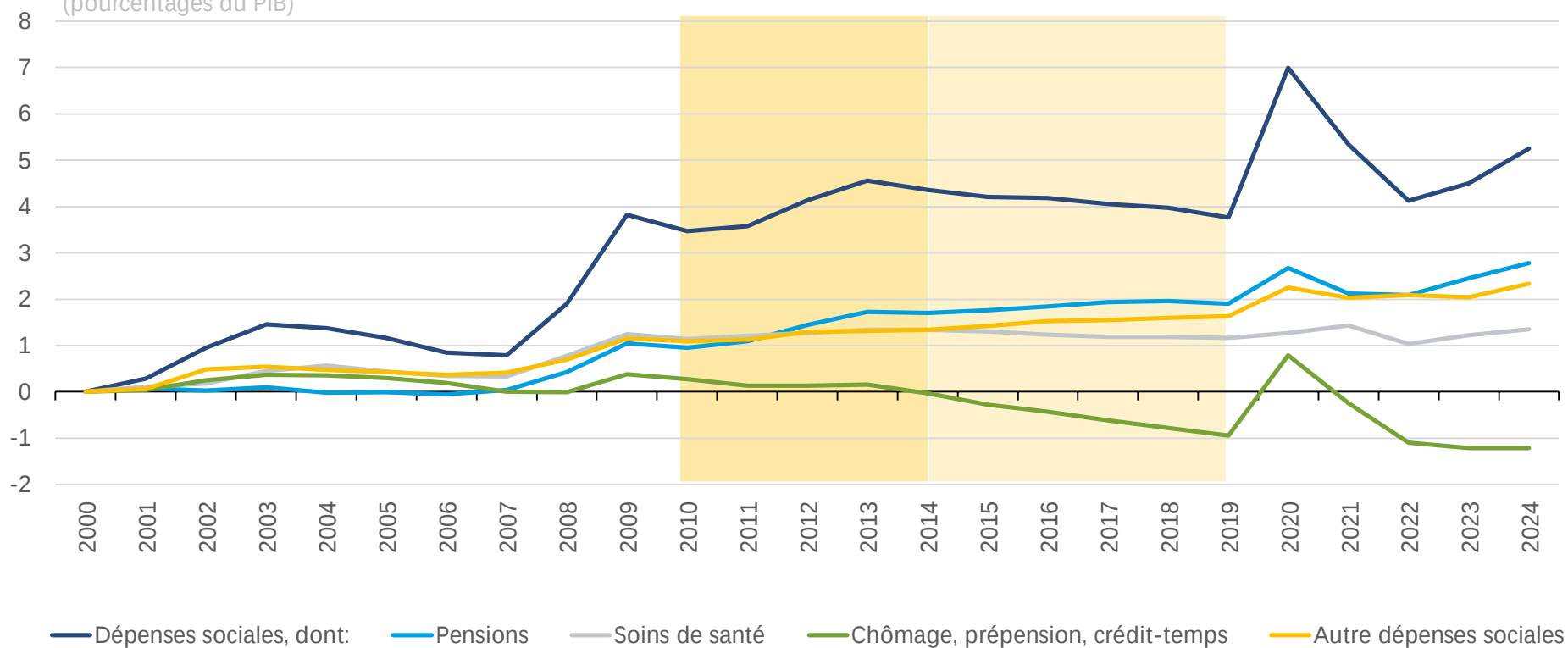
La tendance à la hausse des dépenses primaires s'est inversée en période de PDE ; depuis le COVID-19, la tendance a de nouveau été à la hausse

Évolution des dépenses primaires par rapport à 2000
(pourcentages du PIB)



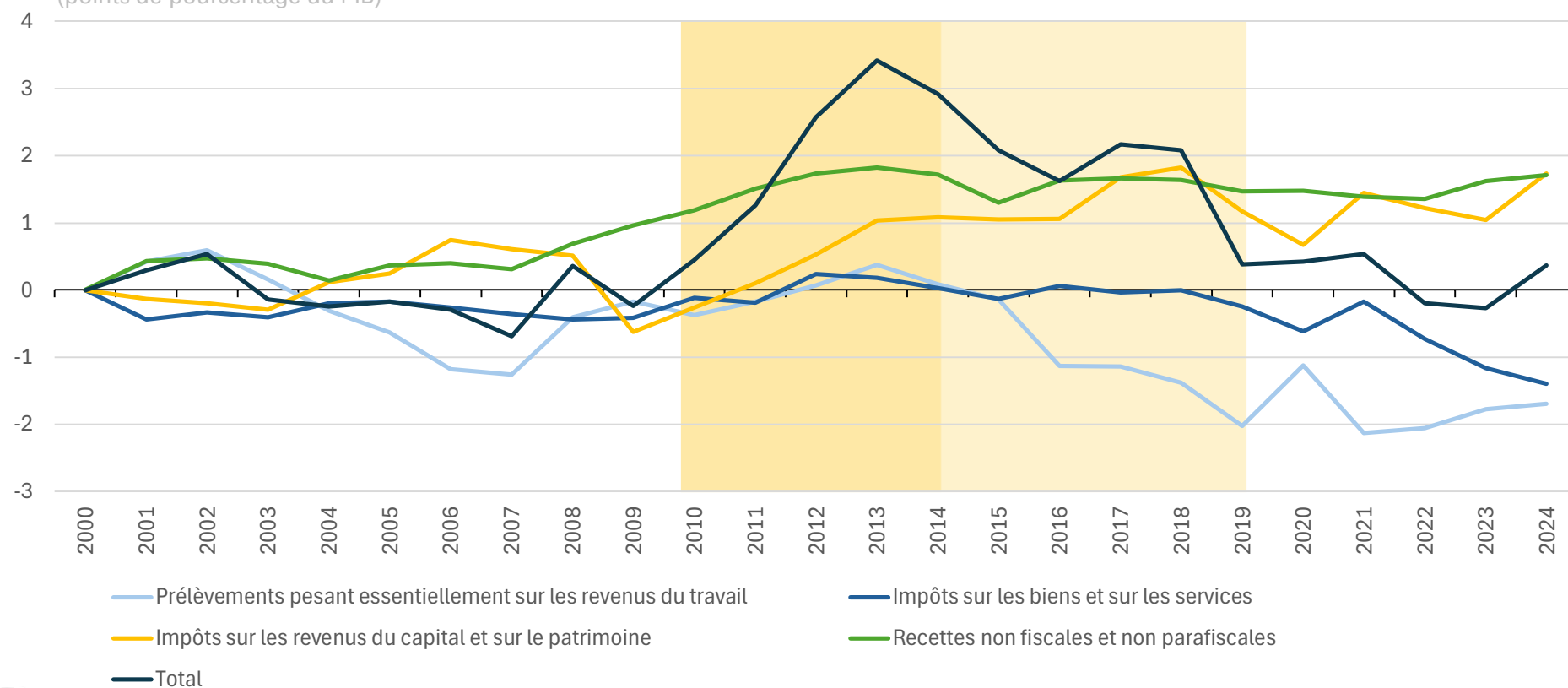
Les dépenses sociales ont augmenté en raison du vieillissement et ont été quelque peu atténuées par les réformes du marché du travail

Évolution des dépenses sociales par rapport à 2000
(pourcentages du PIB)

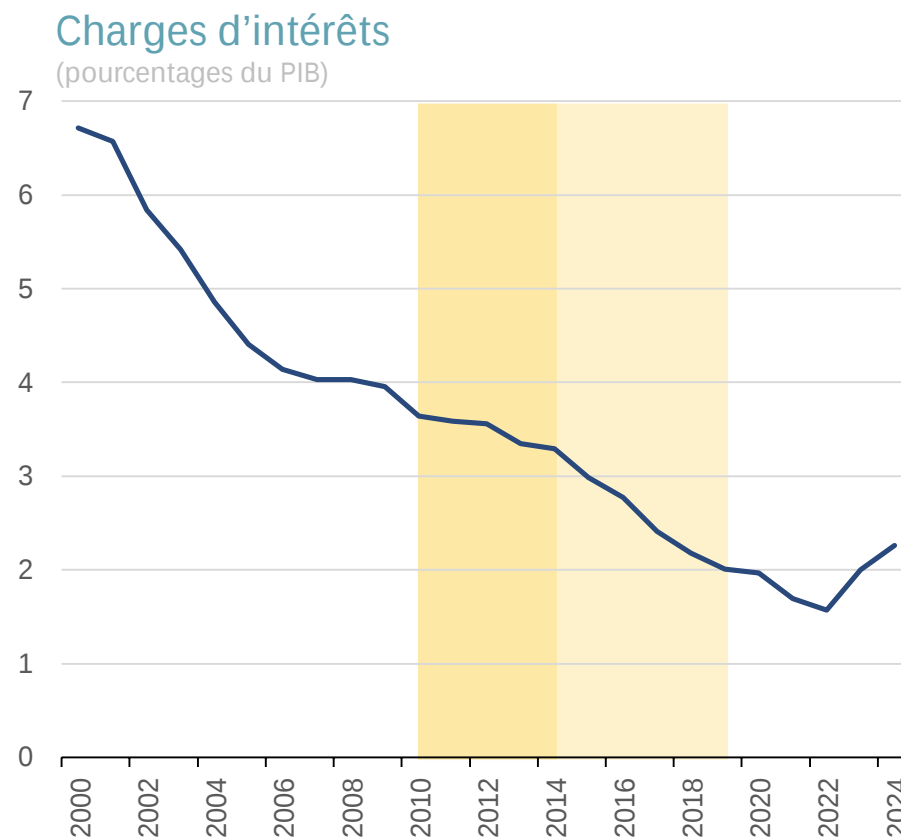
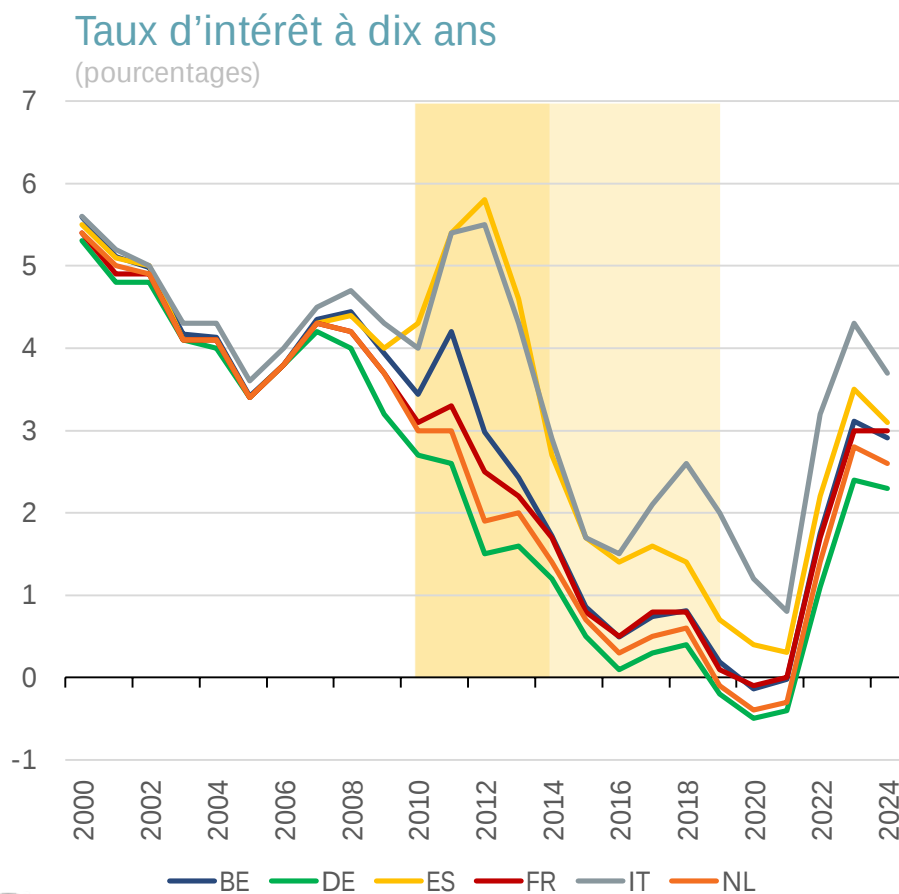


L'augmentation des recettes au cours de la période de PDE a ensuite été annulée par la réduction des charges pesant sur le travail

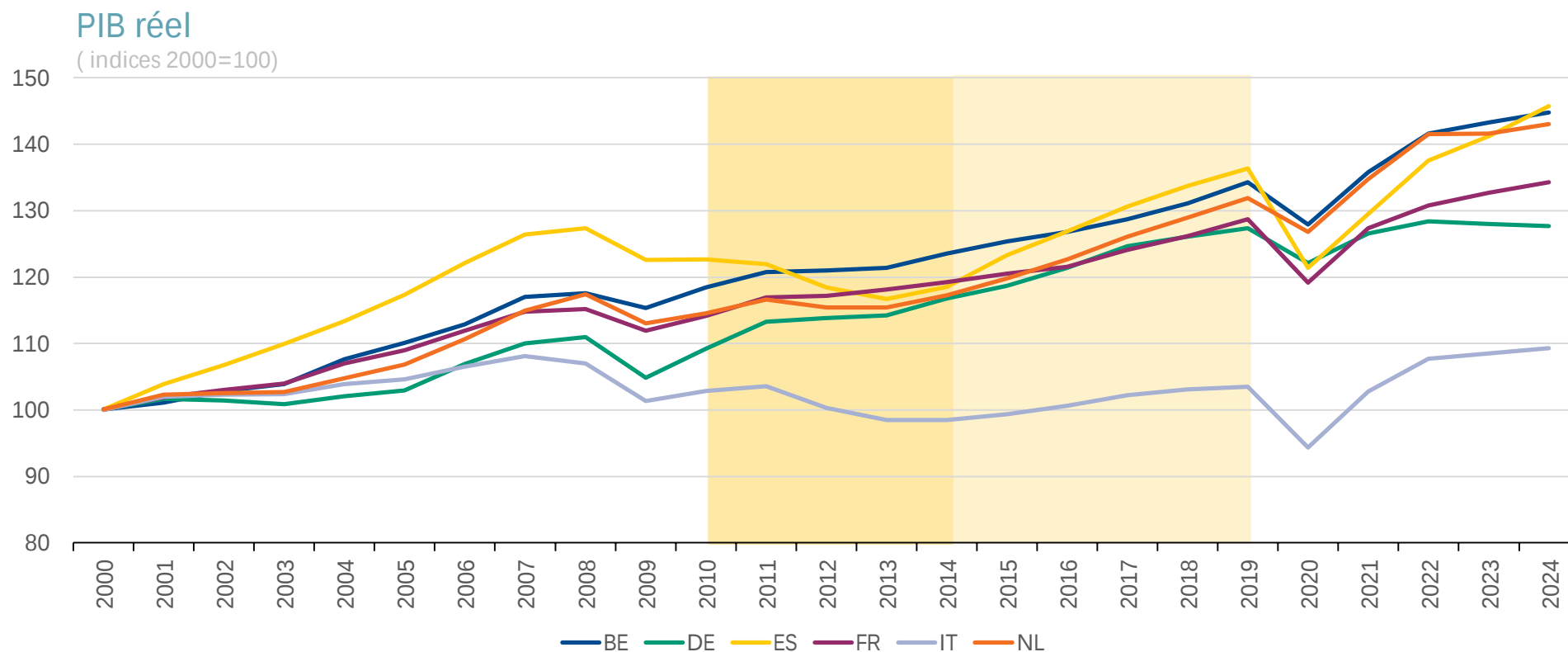
Évolution des recettes¹ par rapport à 2000
(points de pourcentage du PIB)



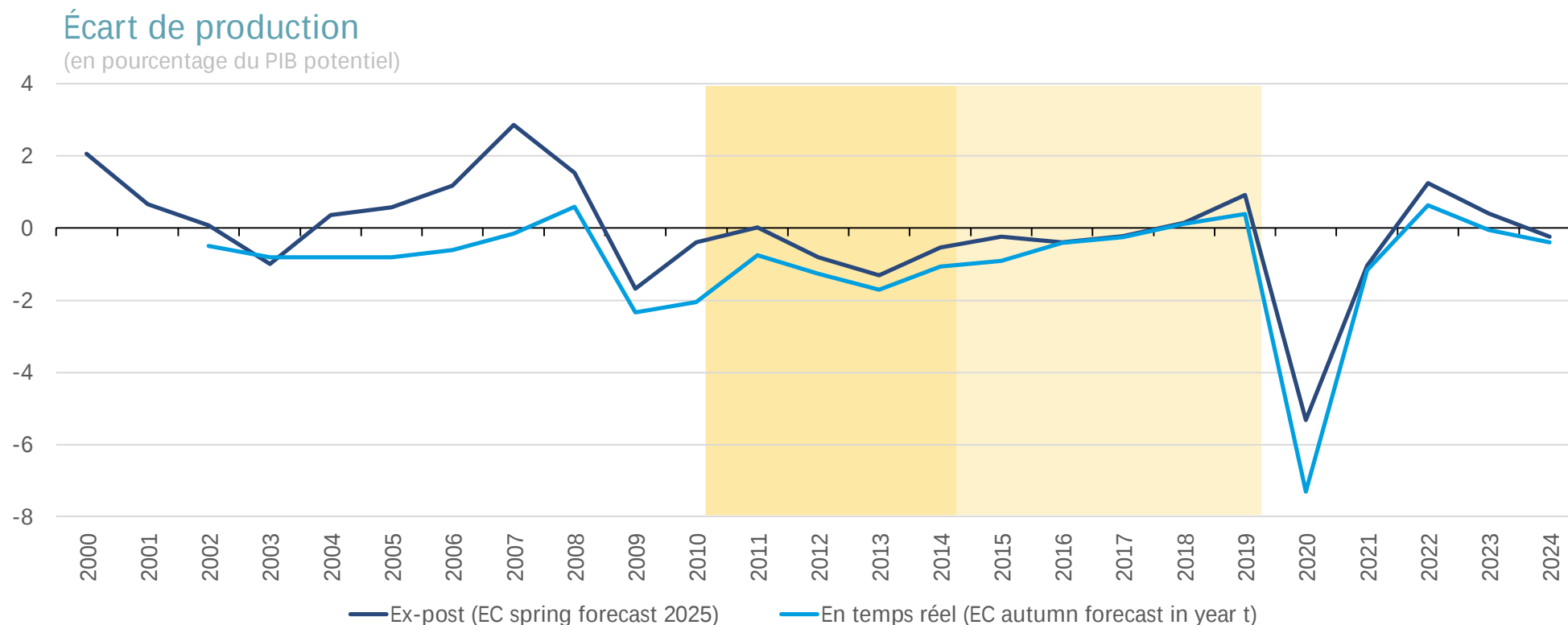
Malgré la crise de la dette souveraine européenne, les charges d'intérêts ont diminué régulièrement (de 5% du PIB sur 20 ans)



La Belgique a connu une croissance relativement élevée du PIB depuis 2000



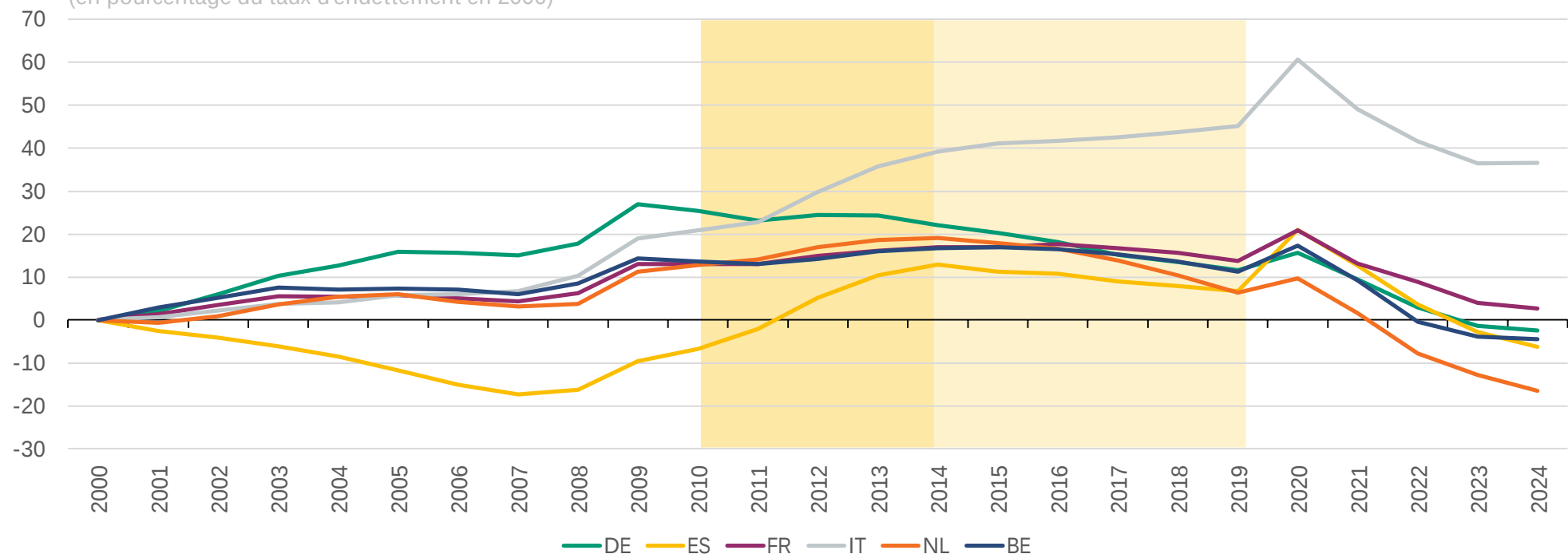
La conjoncture économique a été systématiquement estimée plus pessimiste en temps réel qu'ex post



En Belgique, la dynamique entre taux d'intérêt et taux de croissance a eu un impact relativement favorable sur la dette

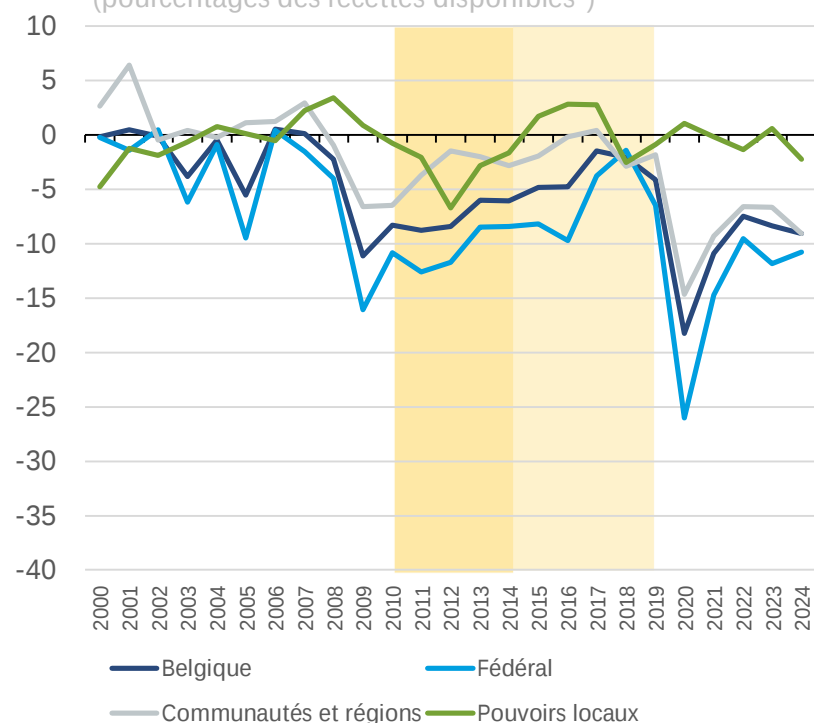
Impact cumulatif de 'r-g' sur la dette depuis 2000

(en pourcentage du taux d'endettement en 2000)

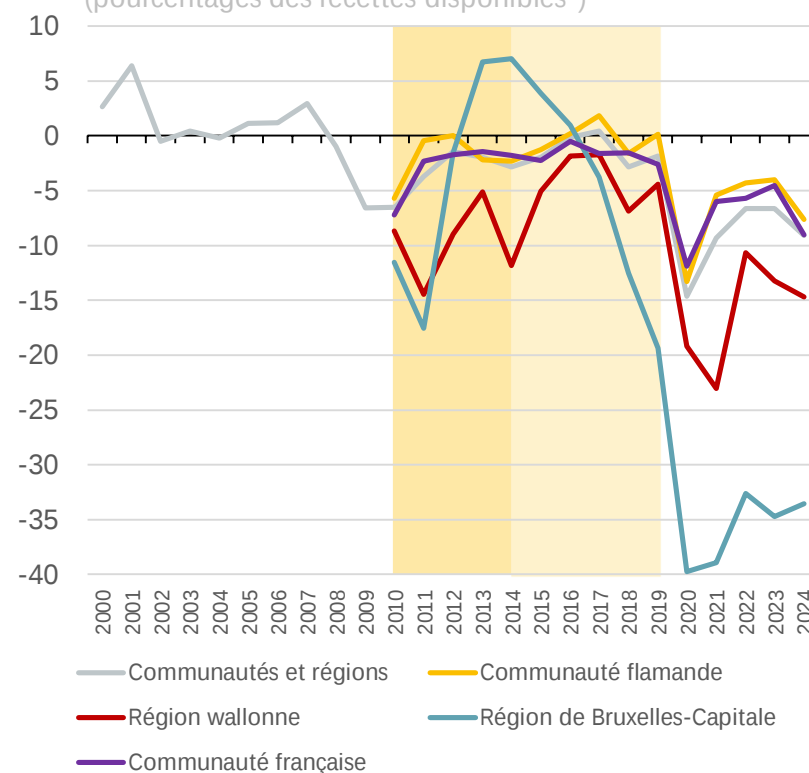


Pré-COVID-19, le déficit se situait principalement au niveau fédéral; post-COVID c'est aussi le cas dans les communautés et régions

Solde de financement des sous-secteurs
(pourcentages des recettes disponibles*)



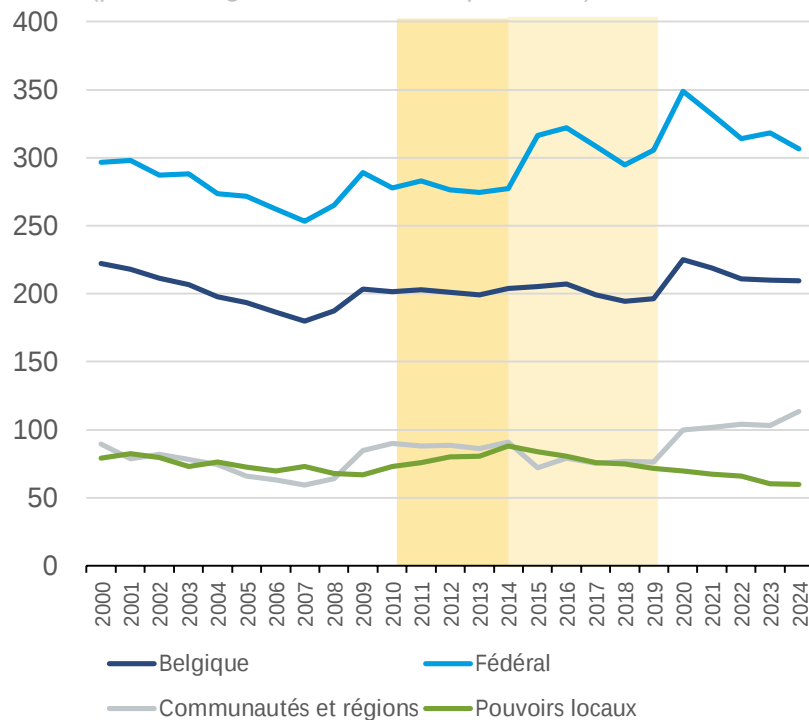
Solde de financement des communautés et régions
(pourcentages des recettes disponibles*)



À Bruxelles et en Wallonie, la dette a augmenté depuis le COVID-19 pour atteindre environ trois fois les revenus disponibles

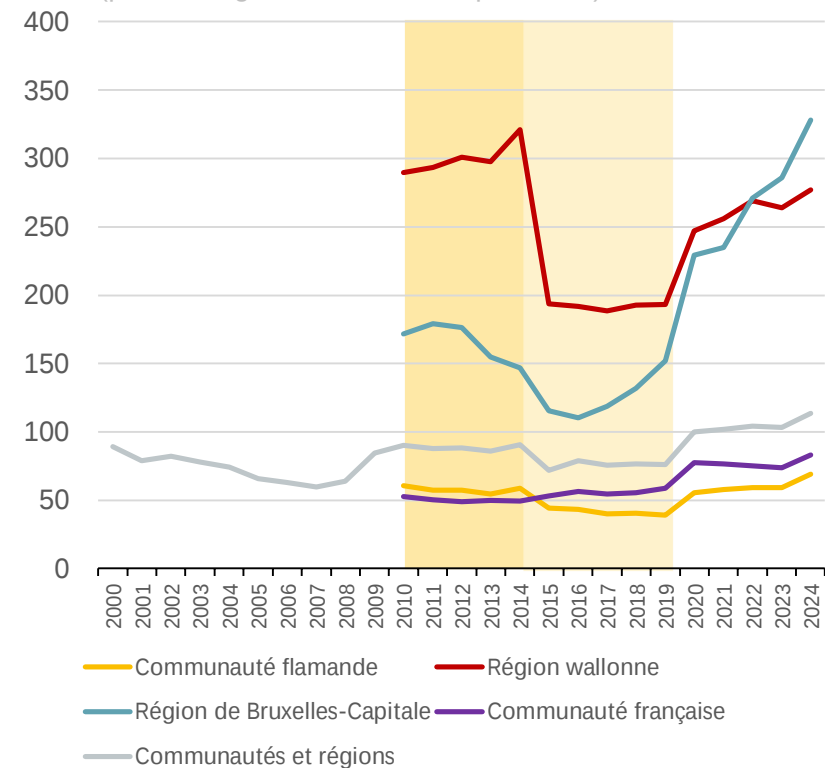
Dette des sous-secteurs

(pourcentages des recettes disponibles*)



Dette des communautés et régions

(pourcentages des recettes disponibles*)



Conclusion

- Malgré les mesures budgétaires et les réformes structurelles des dernières décennies, le taux d'endettement reste élevé et en augmentation
- L'impact de l'écart entre le taux d'intérêt et la croissance du PIB sur la dette a pourtant été relativement favorable en Belgique
- La dette élevée et croissante nous rend vulnérables à une hausse des taux d'intérêt
- La stabilisation de la dette nécessite un solde primaire à l'équilibre, tandis que la réduction de la dette exige un excédent primaire
- Un équilibre primaire, suivi d'un excédent, ne peut être atteint qu'en limitant (la croissance des) dépenses et/ou en augmentant les recettes
- En Belgique, le niveau et la dynamique de la dette sont particulièrement préoccupants au niveau fédéral, à Bruxelles et en Wallonie
- Des accords contraignants entre les différents niveaux de pouvoir pour ramener rapidement le déficit budgétaire en dessous de 3 % du PIB, et ainsi stabiliser le taux d'endettement, sont indispensables